

PORTRAIT

Philippe Morillon, observateur des élections congolaises



Depuis un an à la tête des observateurs électoraux de l'Union européenne en République démocratique du Congo, le général converti à la politique est parvenu à s'y faire apprécier malgré un contexte délicat: depuis mardi, la compilation des résultats du second tour de la présidentielle de dimanche a débuté.

Envoyer un militaire de carrière observer les élections dans un pays où l'accusation de néocolonialisme est facilement renvoyée à la face des étrangers, cela n'allait pas de soi. Pourtant, en un an, le général Philippe Morillon a réussi à se faire adopter en République démocratique du Congo (RDC), où sa parole de responsable de la mission européenne d'observation des élections est respectée. Passant souvent à la télévision, son visage carré est désormais reconnu par beaucoup de Congolais, qui ignorent pour la plupart son passé à la tête de la Force des Nations unies en Bosnie, mais apprécient sa pédagogie. «Les cheveux blancs aident», reconnaît celui qui est depuis 1999 un député européen (UDF) très actif, notamment au sein de la commission de la pêche qu'il préside et de celle des affaires étrangères.

C'est avec une mission plutôt facile que Philippe Morillon avait effectué ses premiers pas en RDC: l'observation du référendum constitutionnel de décembre 2005, qui faisait la quasi-unanimité dans la classe politique congolaise et dans l'opinion. Reconduit dans ses fonctions de «chef observateur» pour la présidentielle, couplée avec les législatives en juillet et avec les provinciales de dimanche dernier, il a vu son travail se compliquer. Certains des 33 candidats à la magistrature suprême se montrèrent carrément hostiles à l'observation internationale du scrutin, ce qui n'empêcha pas le général de rencontrer un par un 25 d'entre eux avant le premier tour. À la tête d'une centaine d'observateurs européens de long terme répartis dans tout le pays, auxquels se sont ajoutés 200 observateurs venus spécialement

pour le scrutin, Philippe Morillon a martelé de sa voix caverneuse que «ni la communauté internationale ni le peuple congolais ne toléreraient» une contestation armée des résultats. Il n'ignore pas que «dans le premier cercle des candidats», certains pourraient toutefois en être tentés. Mais il apprécie plus que quiconque la présence de la force européenne (Eufor) venue appuyer l'ONU pour la période électorale et qui, en secourant Jean-Pierre Bemba assiégé au mois d'août par la garde de Joseph Kabila, a prouvé la neutralité européenne. Le scrutin s'est «globalement bien déroulé», estimait hier Philippe Morillon, qui sera resté au total plus de trois mois en RDC et y aura même passé le cap de ses 71 ans la semaine dernière. «Dans la famille, on trouve que ça commence à bien faire!», sourit-il.

LAURENT D'ERSU (à Kinshasa)

SOCIAL

Des syndicats s'allient pour une mondialisation plus juste

Issus de 164 pays, revendiquant 168 millions d'adhérents, 350 syndicats ont créé, hier à Vienne, une nouvelle Internationale



HANS PUNZAP PHOTO

Un siècle et demi après l'Internationale de Marx

■ La première Internationale fut créée en 1864 par Karl Marx. Elle a duré dix ans. Après la Première Guerre mondiale, les organisations syndicales s'organisent autour des trois courants socialiste, communiste et chrétien. Malgré une tentative des deux premières de s'unir en 1943 dans la Fédération syndicale mondiale (FSM), les trois divisions traverseront les décennies. La Confédération internationale des syndicats libres (CISL), créée en 1949 par les socialistes et l'AFL-CIO américaine (par laquelle transitent des fonds de la CIA), se présente comme sociale-démocrate. Pendant un demi-siècle, ses combats vont peu se distinguer de ceux de la chrétienne Confédération mondiale du travail (CMT). Quant à la FSM, elle survit, mais ne rassemble plus que des syndicats proches de Moscou ou Cuba. Elle explique défendre «une ligne de classe» et reproche à la CISL ses «compromis et concessions».

Congrès inaugural de la Confédération syndicale internationale, hier à Vienne. Guy Ryder (à droite) devrait prendre la tête de la nouvelle entité.

VIENNE
De notre envoyée spéciale

Ce ne sont pas des chants révolutionnaires, mais des rondes viennoises qui ont salué, hier, la naissance de la Confédération syndicale internationale (CSI). Près de 1 700 délégués syndicaux, en costume, boubou ou coiffés de voiles ou turbans, se sont levés pour applaudir la fin de la guerre froide entre la laïque et réformiste Confédération internationale des syndicats libres (créée en 1949, elle revendique 155 millions d'adhérents) et la chrétienne Confédération mondiale du travail (née en 1920 et rassemblant 27 millions de membres).

Les deux frères ennemis du syndicalisme mondial avaient successive-

ment voté, la veille, leur dissolution, pour créer ensemble, au petit matin, cette nouvelle Internationale «démocratique» et «unifiée dans la diversité». L'ont rejointe hier huit syndicats, qui n'étaient pas ou plus affiliés à une fédération mondiale, comme la CGT française, la CTA argentine ou l'OPZZ polonaise.

Des invités de poids, comme Heinz Fischer, le président autrichien, Juan Somavia, directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), ou, demain, Pascal Lamy, à la tête de l'Organisation mondiale du travail (OMC), se sont déplacés pour pointer le caractère «historique» de l'événement et les espoirs naissants pour une mondialisation plus juste. «La CSI tourne la page d'un mouvement syndical qui était jusqu'ici davantage marqué par sa division que

par son unité. Jamais un mouvement d'une pareille ampleur et d'une telle représentativité n'avait encore existé», s'est ému l'italien Emilio Gabaglio, ancien secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), qui dispose d'un statut à part au sein de la CSI. L'objectif, comme l'a résumé Guy Ryder, secrétaire général de la CISL qui devrait prendre la tête vendredi de la nouvelle confédération, est de «répondre aux défis de l'économie mondialisée et d'assurer un travail décent pour tous et plus de justice sociale».

Dans ses statuts, votés hier, la CSI entend défendre les droits sociaux et promouvoir la liberté syndicale et la négociation collective en se «confrontant aux entreprises multinationales», en se rapprochant d'or-

ganisations civiles comme les ONG ou encore en accentuant le lobbying auprès du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale

ou de l'Organisation mondiale du commerce. «Il est urgent de rapprocher l'action syndicale nationale et l'internationale, qui sont trop éloignées l'une de l'autre.»

«Nous voulons que les normes internationales du travail, que sont la liberté syndicale, de négociation, la non-discrimination ou l'interdiction du travail forcé ou des enfants, deviennent des critères de conditionnalité pour ces institutions de la mondialisation», explique Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, qui salue la création de la

CSI, dont son syndicat fait partie au même titre que la CFDT, la CFTC et, depuis hier, la CGT. Mais pour donner un sens, une lisibilité à cette nouvelle Internationale, il faut proposer des choses concrètes.»

«Nous réfléchissons à une journée d'action. Il nous faut démontrer que nous sommes capables de mobiliser les organisations nationales au niveau mondial. Il est urgent de rapprocher l'action syndicale nationale et l'internationale, qui sont trop éloignées l'une de l'autre», explique Guy Ryder. Quelle sera la stratégie syndicale de la CSI? Et ses mots d'ordre? Ira-t-elle jusqu'à décrier des actions d'arrêt de travail ou de boycott au niveau international ou se contentera-t-elle

(Suite page suivante.)

AUDE CARASCO